

SEANCES DU VENDREDI 3 NOVEMBRE 1989
VERGADERINGEN VAN VRIJDAG 3 NOVEMBER 1989ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU SOIR
AVONDVERGADERING

SOMMAIRE:

PROPOSITIONS DE LOI (Discussion) :

Proposition de loi relative à l'interruption de grossesse, tendant à modifier les articles 348, 350 et 351 du Code pénal et à abroger les articles 352 et 353 du même code.

Proposition de loi relative à l'application des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal.

Proposition de loi modifiant les articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement (*Docs. n^{os} 569-1 et 2*).

Proposition de loi modifiant les articles 348 et 350 à 353 du Code pénal et insérant un article 353bis dans le même code.

Proposition de loi modifiant les articles 350 à 353 du Code pénal relatifs à l'avortement (*Docs. n^{os} 594-1 et 2*).

Discussion générale (Reprise). — *Orateurs* : MM. Cerexhe, Cooreman, Mme Aelvoet, MM. Diegenant, Arts, Van Rompaey, p. 336.

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1989-1990
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1989-1990

INHOUDSOPGAVE:

VOORSTELLEN VAN WET (Beraadslaging) :

Voorstel van wet betreffende de zwangerschapsafbreking, strekkende om de artikelen 348, 350 en 351 van het Strafwetboek te wijzigen en de artikelen 352 en 353 van hetzelfde wetboek op te heffen.

Voorstel van wet betreffende de toepassing van de artikelen 350, 351, 352, 353 en 383 van het Strafwetboek.

Voorstel van wet tot wijziging van de artikelen 350 tot 353 van het Strafwetboek betreffende de zwangerschapsafbreking (*Gedr. St. nrs. 569-1 en 2*).

Voorstel van wet tot wijziging van de artikelen 348 en 350 tot 353 van het Strafwetboek en tot invoeging van een artikel 353bis in hetzelfde wetboek.

Voorstel van wet tot wijziging van de artikelen 350 tot 353 van het Strafwetboek betreffende de zwangerschapsafbreking (*Gedr. St. nrs. 594-1 en 2*).

Algemene beraadslaging (Hervatting). — *Sprekers* : de heren Cerexhe, Cooreman, mevrouw Aelvoet, de heren Diegenant, Arts, Van Rompaey, blz. 336.

PRESIDENCE DE M. SWAELEN, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER SWAELEN, VOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 20 heures.
De vergadering wordt geopend te 20 uur.

PROPOSITION DE LOI RELATIVE A L'INTERRUPTION DE GROSSESSE, TENDANT A MODIFIER LES ARTICLES 348, 350 ET 351 DU CODE PENAL ET A ABROGER LES ARTICLES 352 ET 353 DU MEME CODE

PROPOSITION DE LOI RELATIVE A L'APPLICATION DES ARTICLES 350, 351, 352, 353 ET 383 DU CODE PENAL

PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LES ARTICLES 350 A 353 DU CODE PENAL RELATIFS A L'AVORTEMENT

PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LES ARTICLES 348 ET 350 A 353 DU CODE PENAL ET INSERANT UN ARTICLE 353BIS DANS LE MEME CODE

PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LES ARTICLES 350 A 353 DU CODE PENAL RELATIFS A L'AVORTEMENT

Reprise de la discussion générale

VOORSTEL VAN WET BETREFFENDE DE ZWANGERSCHAPSAFBREKING, STREKKENDE OM DE ARTIKEL-LEN 348, 350 EN 351 VAN HET STRAFWETBOEK TE WIJZIGEN EN DE ARTIKEL-LEN 352 EN 353 VAN HET- ZELFDE WETBOEK OP TE HEFFEN

VOORSTEL VAN WET BETREFFENDE DE TOEPASSING VAN DE ARTIKEL-LEN 350, 351, 352, 353 EN 383 VAN HET STRAFWETBOEK

VOORSTEL VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE ARTIKE-LEN 350 TOT 353 VAN HET STRAFWETBOEK BETREF- FENDE DE ZWANGERSCHAPSAFBREKING

VOORSTEL VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE ARTIKE-LEN 348 EN 350 TOT 353 VAN HET STRAFWETBOEK EN TOT INVOEGING VAN EEN ARTIKEL 353BIS IN HETZELFDE WETBOEK

VOORSTEL VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE ARTIKE-LEN 350 TOT 353 VAN HET STRAFWETBOEK BETREF- FENDE DE ZWANGERSCHAPSAFBREKING

Hervatting van de algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale des propositions de loi relatives à l'interruption de grossesse.

Wij hervatten de algemene beraadslaging over de voorstellen van wet betreffende de zwangerschapsafbreking.

La parole est à M. Cerexhe.

M. Cerexhe. — Monsieur le Président, je voudrais répondre à quelques-uns des intervenants qui ont déjà émis des observations sur la philosophie de nos propositions sans entrer, pour l'instant, dans le détail de l'analyse de nos amendements, sur lesquels je reviendrai demain.

J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les observations de Mme Herman-Michielsens, de Mme Mayence, de M. Lallemand et d'autres intervenants.

Je souhaiterais toutefois, à titre de préambule, émettre une remarque générale.

Plusieurs orateurs se sont référés aux situations dramatiques qu'ont connues les femmes il y a vingt, trente ou quarante ans, aux souffrances qu'elles ont endurées, au calvaire qu'elles avaient à subir. D'autres collègues, comme M. Borremans dont l'intervention m'a fortement frappé, ont mis en évidence la situation de ces médecins condamnés à plusieurs années d'emprisonnement et déchus à vie de l'exercice de leurs fonctions, parce qu'ils avaient apporté une contribution médicale à un drame humain.

Il s'agit d'une réalité indéniable, dont le souvenir — je puis le comprendre — ne s'estompe pas de la mémoire de ceux qui, de près ou de loin, ont vécu ces situations. Je considère d'ailleurs que tout oublié en la matière consisterait en une espèce de méconnaissance coupable de l'histoire. Comme l'a dit Bernanos, « l'humanité c'est son passé, son présent et aussi son avenir ».

Mais lorsque nous élaborons un texte de loi, si, comme je viens de le dire, le facteur historique doit être pris en considération, tout comme les facteurs économiques, sociaux et scientifiques, la loi doit, en premier lieu, s'inscrire dans le contexte du présent et de l'avenir. Or, il n'est pas douteux que l'environnement social n'est plus, aujourd'hui, ce qu'il était au cours des années 40, 50 ou 60. Il suffit de songer au problème de la

contraception qui en était, à l'époque, à ses premiers balbutiements. Il suffit aussi de se rappeler la condition de la femme évoquée, mardi dernier, par Mme Herman-Michielsens. N'oublions pas que jusqu'en 1958, le femme était sous l'autorité de son mari et qu'à côté de la puissance paternelle s'exerçait l'autorité maritale.

N'oublions pas que jusqu'en 1976, il y a à peine treize ans, lorsque les époux étaient mariés sous un régime communautaire, le mari, suivant une expression qui fait presque frémir maintenant, était « seigneur et maître de la communauté ».

Aujourd'hui, la situation est différente et la législation dont nous débattons doit s'inscrire dans le contexte non seulement du présent, mais aussi de l'avenir, et ne pas être marquée exclusivement ou essentiellement par une réponse aux drames que nous avons connus.

Après ce préambule, je voudrais examiner quelques questions et, en premier lieu, celle de la compétence, sur laquelle le Conseil d'Etat ne s'est pas montré laconique mais, au contraire, très explicite puisqu'il a renvoyé à son avis de 1987. J'aborderai ensuite la problématique de l'état de détresse, à laquelle M. Lallemand a fait allusion dans son intervention.

En ce qui concerne la compétence, plusieurs intervenants se sont interrogés sur le point de savoir si le législateur national était notamment compétent sur le plan de l'encadrement médical et social que nous proposons dans nos amendements considérant qu'il s'agit d'une matière communautaire au titre de la politique familiale et, plus spécialement, de l'aide et de l'assistance aux familles et aux enfants, selon l'article 5 de la loi du 8 août 1980.

Si des doutes pouvaient surgir quant à la compétence du législateur national pour ce qui regarde les amendements que nous proposons, je crois qu'ils pourraient également s'appliquer à la proposition dont nous discutons aujourd'hui car nos amendements visent à l'instauration de mesures plus exigeantes, plus rigoureuses relativement à cet encadrement que la proposition qui nous est soumise.

Dans l'avis qu'il a rendu, se référant à celui de 1977, le Conseil d'Etat s'exprime très clairement sur ce problème en déclarant que « la modification des articles du Code pénal relève incontestablement de la compétence du législateur national qui peut donc préciser les limites de l'incrimination qu'il établit ... et exiger que celle-ci soit pratiquée dans un établissement répondant à certaines conditions objectives ».

Dès lors, lorsque nous demandons que les établissements de soins soient agréés, nous ne faisons que poser une condition objective. Nous laissons d'ailleurs aux autorités communautaires — et nous n'avons jamais mis en doute que celles-ci soient les autorités compétentes — le soin de déterminer les conditions concrètes de l'agrément.

On a également soulevé le problème de la compétence à l'égard des services d'accueil, d'aide et d'assistance que nous prévoyons dans les établissements de soins. Nous sommes également ici dans la ligne de ce qui est admis par le Conseil d'Etat lorsqu'il stipule que « le législateur national, lorsqu'il règle une matière pénale relevant de sa compétence, peut prendre en considération, pour y attacher des effets juridiques, le fait de l'existence, dans un établissement de soins, d'un service » — et le mot est important — « d'aide répondant à certaines conditions ».

Le mot « aide » a, à mon sens, toute sa portée et ce n'est pas, à mon avis, sans intention que le Conseil d'Etat l'a utilisé. En effet, il recouvre aussi bien l'accueil que l'information, les conseils et l'assistance.

Il est une autre question sur laquelle des doutes ont été émis quant à la compétence du législateur national; il s'agit du dossier médical dont nous prévoyons de manière très exhaustive le contenu. La proposition sur ce point est laconique; elle prévoit simplement l'existence d'un dossier médical sans entrer dans une analyse de son contenu.

La compétence du législateur national ne me paraît pas douteuse, en la matière, pour une double raison. En premier lieu, parce qu'elle doit être considérée comme une modalité d'appli-

tion de l'exception pénale et soumise, à ce titre, à la compétence du législateur national, sur base éventuellement de la théorie des pouvoirs implicites. Je reviendrai sur ce sujet dans un instant. Il s'agit donc d'une première justification à la compétence du législateur national relative à ce dossier.

La seconde raison réside dans le fait que toute la législation sur l'art de guérir est restée de compétence nationale. L'exposé des motifs de ce qui allait devenir la loi du 8 août 1980 est, à cet égard, très clair: « La communauté n'est pas compétente pour la réglementation relative à l'exercice de l'art de guérir. »

Un problème résulte, en outre, du fait qu'un intervenant a soulevé la question de la compétence du législateur national en ce qui concerne le collège national dont nous prévoyons la création. Ce collège qui, dans notre esprit, a une importance fondamentale, est essentiellement chargé de contrôler l'application de la loi. A cette fin, nous lui reconnaissons une double mission.

D'une part, il peut se faire communiquer, par les établissements de soins, tous les renseignements nécessaires à condition, bien entendu, que l'anonymat de la femme soit respecté. Sur la base de cet ensemble de renseignements, il établira annuellement un bilan, une évaluation.

D'autre part, ce collège doit recevoir trimestriellement de tout médecin pratiquant des interruptions volontaires de grossesse une série d'informations et d'indications. Nous en reparlerons d'ailleurs lors de la défense de nos amendements.

Mais il ne me paraît pas douteux que la compétence du législateur national en matière pénale s'étende également aux modalités d'application de la loi pénale. Or, ce collège, selon nous, n'est qu'une modalité d'application, une forme de contrôle de la législation pénale. Si certains devaient encore avoir quelques doutes quant à la compétence du législateur national, il m'apparaît qu'une base juridique solide et certaine peut être trouvée dans la théorie des pouvoirs implicites, théorie non pas fondée sur l'article 10 de la loi spéciale qui, effectivement réserve des pouvoirs implicites aux Communautés et aux Régions, mais sur le principe en vertu duquel toute autorité nationale et, inversement, toute autorité régionale et communautaire, a le pouvoir de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exercice des compétences qui lui ont été attribuées.

Si certains doutaient de la possibilité pour le législateur et pour les autorités nationales d'invoquer la théorie des pouvoirs implicites, le Conseil d'Etat, dans un arrêt du 4 mai 1986, a estimé que « l'autorité nationale a le pouvoir de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exercice des compétences qui lui appartiennent ».

Le problème de la compétence, aussi bien en ce qui concerne l'encadrement, le collège ou le dossier médical, ne me paraît plus soulever d'interrogations. D'ailleurs, la Cour d'arbitrage a confirmé ce point de vue dans son arrêt du 13 juillet 1989.

J'en viens au problème de l'état de détresse qu'a longuement abordé, cet après-midi, notre collègue M. Lallemand. Je me réjouis de ce que l'on ait tenté de mettre en évidence la complexité de ce concept qui ne paraissait peut-être pas toujours très clair. Sur ce point, le Conseil d'Etat nous a rendu un service en ce sens qu'il nous a amenés à préciser notre pensée.

En réalité, si je comprends bien les propos de M. Lallemand, le texte prévoit que l'interruption volontaire de grossesse suppose deux conditions: premièrement, l'état de détresse, par définition non objectivable, qui constitue l'élément essentiel — je reprends presque mot pour mot les paroles de M. Lallemand — et qui ne peut faire l'objet d'aucun contrôle de la part des autorités judiciaires; deuxièmement, la volonté ou la détermination de la femme qui, elle non plus, n'est pas susceptible de contrôle.

En fait, je me demande si votre schéma et votre réflexion ne comportent pas trois conditions, mon cher collègue.

Il y aurait tout d'abord des causes qui génèrent l'état de détresse. Ces causes, vous les avez très clairement dissociées de l'état de détresse lui-même en déclarant que « la détresse est

indépendante des causes qui la provoquent.» On ne peut, ajoutez-vous, déplacer le débat sur la problématique des causes, sinon on va vers une objectivisation.

Je me demande si votre refus de saisir et d'appréhender les causes qui engendrent la détresse n'est pas animé par une certaine objectivisation. En effet, ces causes, qui sont très souvent, vous l'avez dit vous-même, des concepts généraux et abstraits et qui, il est vrai, présentent parfois un certain degré d'imprécision, ne sont pas, à mon sens, susceptibles d'une certaine définition, d'une certaine concrétisation, d'une certaine objectivisation.

Vient ensuite la détresse qui, pour vous, est l'élément essentiel — je reprends une fois encore les termes que vous avez utilisés —, mais non objectivable.

Critiquant la formule que nous avons retenue dans nos amendements, à savoir des raisons graves mettant sérieusement en danger les conditions essentielles de la vie de la femme, vous nous avez dit que le médecin ne peut saisir, apprécier la réalité de ces conditions de vie essentielles.

Mais pourquoi le médecin serait-il plus certain de la réalité de la détresse, d'autant plus que vous avez dissocié cette notion de ses causes et que vous en refusez l'objectivisation ?

Au-delà des causes, au-delà de la détresse, vous avez indiqué un troisième élément : la volonté de la femme, sa détermination d'interrompre sa grossesse, dont je me demande s'il ne constitue pas l'élément essentiel de votre proposition. Je persiste à croire qu'effectivement, c'est la volonté aisément constatable, sous réserve bien entendu d'erreurs ou de violence, qui est la condition première, sans toutefois exclure, derrière cette volonté, l'existence d'une détresse bien réelle.

Nous n'avons pas voulu détacher cette volonté de ses causes. Mais ceci nous amène déjà à la discussion de nos amendements. Nous voulons donner un minimum de consistance à cette notion de volonté. Nous exigeons qu'elle ait une certaine assise, c'est-à-dire qu'elle s'appuie sur des raisons graves, certaines et durables.

Vous avez déclaré — et je reviendrai également sur ce sujet lors de la discussion de nos amendements — que des raisons graves, certaines et durables sont des concepts généraux, comme la légitime défense, les bonnes mœurs, la notion de haine, d'imprévoyance, de négligence. Il en existe dans tout notre ordre juridique, aussi bien en droit civil qu'en droit pénal. J'essaierai d'en faire la démonstration demain.

D'ailleurs, n'est-ce pas le propre de toute règle juridique que d'être abstraite et générale, laissant aux juges la possibilité de l'appliquer dans des situations particulières et dans des cas concrets ?

Monsieur le Président, mes chers collègues, voilà les quelques remarques que je voulais faire et sur le problème de la compétence en général et sur le concept de l'état de détresse. Je me permettrai de revenir demain sur la philosophie générale de nos amendements. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Cooreman.

De heer Cooreman. — Mijnheer de Voorzitter, ik wil allereerst inpakken op wat collega Lallemand over Françoise Dolto heeft gezegd. Ik heb inderdaad vorige week naar Françoise Dolto verwezen. Ik heb haar niet geciteerd omdat ik mijn uiteenzetting al lang genoeg vond, maar ik wil dit vandaag toch doen om te bewijzen hoe genuanceerd haar oordeel over abortus is.

Françoise Dolto is geboren in een zeer bemiddelde familie. Ze had veel problemen met haar ouders, vooral met haar moeder die nogal afstandelijk was tegenover haar. Ze ging studeren tegen de wil in van haar ouders. Ze stelde zich zeer zelfstandig op. Ze was christelijk, maar niet kerkelijk. Ze zei van zichzelf dat ze marginaal was, maar geïnspireerd door de christelijke gedachte. Over het cvangelie heeft ze zeer mooie teksten geschreven. Ze was psychiater, gespecialiseerd in de behandeling van jonge kinderen met relatiemoelijkheden. Als dusdanig genoot ze wereldfaam. Ze is kort geleden overleden. Ze heeft ontelbare boeken geschreven. Collega Lallemand citeerde vanmiddag uit

haar boek *La sexualité féminine*, verschenen in 1982. Op de pagina's 18 en 20 van datzelfde boek heeft zij het over contraceptie en abortus.

Ik citeer enkele passages uit die bladzijden, die natuurlijk in hun context worden gelezen : « La contraception devrait être la maîtrise de la conception, un degré de liberté pour les êtres cultivés arrivés à une notion de leur valeur. Mais comment est-elle le plus souvent comprise, cette liberté lorsqu'on voit des adultes, parents, éducateurs, médecins, faire avorter des fillettes authentiquement amoureuses, simplement parce que socialement, elles ne sont pas capables d'assumer un enfant... Et pourtant, c'était la première fois qu'elles éprouvaient un sentiment juste avec quelqu'un : des filles élevées d'une manière épouvantable par leurs parents et qui, pour la première fois, rencontraient quelque chose d'authentique dans ce bonheur d'être enceintes de quelqu'un qu'elles aiment et qui les aime. Mais elles sont certes incapables d'assumer socialement l'enfant à venir. Alors, des adultes raisonnables assassinent ainsi leur promesse de bonheur. Elles demeurent alors irrécupérables pour l'avenir d'avoir été mutilées de la sorte, dans quelque chose qui était attendu par leurs loubards et par elles comme le premier accomplissement de leur vie. C'est une solution de facilité pour la société. Au lieu d'aider ces enfants à aller jusqu'à l'accouchement, puisque c'était là leur bonheur, puis ensuite, que la société invente quelque chose pour les aider à continuer leur chemin... Mais de nos jours, sous prétexte que l'avortement est légal — het is in 1982 geschreven — les adultes se croient en droit de juger qui doit ou non avoir un enfant, en traitant ces filles comme des mineures. »

M. Lallemand. — Je suis entièrement d'accord avec Mme Dolto, monsieur Cooreman. Je ne vois aucune discordance entre l'extrait que vous avez cité et celui que j'avais choisi. Il est très important de constater que, dans le cas auquel vous vous référez, le médecin ne joue pas le rôle qui est le sien. Aujourd'hui, en effet, ce type de comportement, dénoncé par Mme Dolto, est le fait de la loi pénale belge qui n'est plus appliquée et qui présente donc bien le danger que vous redoutez. L'exemple que vous citez est bien choisi car, en effet, contraindre une femme à avorter contre son gré est inadmissible. (*Applaudissements.*)

M. Cooreman. — Faire avorter une femme contre son gré est inadmissible; c'est clair. Qui pourrait en douter ?

M. Lallemand. — C'est ce que dit Mme Dolto.

M. Cooreman. — Mais Mme Dolto dit bien d'autres choses ! Il ne suffit pas de citer une phrase isolée; il convient de lire l'ensemble, de tenir compte du contexte.

Je me permettrai de faire une deuxième citation de cet auteur.

« Tout à l'heure, je parlais des filles qui, comme on peut le voir après, seront démolies pour toute leur vie de n'avoir pas pu mettre au monde... »

Mme Dolto s'exprimait ainsi alors que l'avortement était légalisé en France; le libre choix était donc instauré à l'époque. Mais aujourd'hui encore, des avortements se pratiquent en France dans la clandestinité. Cette situation est admise par des magistrats et par une partie de la population.

Ik citeer hier nog een kort zinnetje want wij kunnen er nog lang over discussiëren : « On parle souvent aujourd'hui, en 1982, de la gratuité totale ou du remboursement d'une partie du paiement de l'acte d'avorter. Bien sûr, matériellement, cela est loin d'être dépourvu d'intérêt, mais psychiquement, cela n'a pas une véritable importance. Ce qui serait important de ce point de vue, ce serait que, payant ou pas payant, toute femme ait une amende à payer parce qu'elle se fait avorter, une amende qui serait peut-être de cinq francs et qu'elle aurait toujours à payer, même si elle est remboursée de l'acte chirurgical. »

Mevrouw Dolto aanvaardt in bepaalde omstandigheden de abortus *provocatus*. Ik aanvaard die niet, maar erken dat er in haar redenering zeer veel waarheid schuilt. Zij zegt dat jonge vrouwen voor hun hele leven zullen getekend zijn door het feit

dat zij een abortus hebben laten plegen, zelfs wanneer dit is gebeurd in een kliniek, door een geneesheer, in ideale omstandigheden en met haar toestemming. Meer heb ik dienaangaande niet te zeggen.

Ik meen tijdens deze bespreking goed te hebben geluisterd. Ik citeerde Dr. Simon. Ik heb zelf misschien wel te veel geciteerd. Dokter Simon, grootmeester van *La grande loge de France* heeft in zijn boek zeer duidelijk uiteengezet welke filosofie hij voor Frankrijk en de andere landen wilde toepassen.

Dokter Simon spreekt over het leven en pleit voor een kwaliteitsvol leven. Een foetus is voor hem echter geen kwaliteitsvol leven. Er zijn meningsverschillen over bepaalde waarden die moeten primeren, wat wij herhaalde malen hebben horen beklemtonen in het debat. Dokter Simon is daarover zeer duidelijk in zijn boek. Ik apprecieer dat hij zeer open uitkomt voor zijn mening. Ik ben voorstander van pluralisme en vind dat elkeen het recht heeft voor zijn mening uit te komen en die te verdedigen. Ik heb waardering voor degenen die voor hun mening durven uitkomen en ze niet wegmoffelen onder een laagje make-up.

Dokter Simon zegt nog het volgende : de eerste stap is de contraceptie, de tweede stap de abortus *provocatus* en de derde stap de euthanasie. Dit wordt niet tegengesproken. Wij hoeven slechts naar Nederland te kijken. In Nederland wordt euthanasie toegepast. Nederlandse artsen verklaren dat in Nederland het aantal gevallen van euthanasie tussen vijftien- en twintigduizend wordt geraamd per jaar. Laten wij aannemen dat deze cijfers enigszins overtrokken zijn, maar het gaat ongetwijfeld om grote aantallen. Vorige week citeerde ik uit het arrest van de Hoge Raad der Nederlanden waarin aanvaard wordt dat men een kind, dat gehandicapt geboren was, heeft laten sterven door gebrek aan verzorging. In Nederland is men dus zover. De heer Lallemant heeft gezegd dat men in Nederland eerst abortus heeft toegelaten en slechts nadien de wet heeft aangepast. Blijkbaar volgen zij voor de euthanasie hetzelfde scenario.

Zoals u weet was euthanasie trouwens één van de knelpunten bij de vorming van de huidige regering in Nederland. De discussie over het al dan niet toelaten van actieve of passieve euthanasie is nog lang niet afgerond.

Ik wil u uitdrukkelijk waarschuwen. Wij horen hier het verwijt dat de strafwet inzake abortus niet wordt toegepast. Mag ik er u op wijzen, mijnheer de minister van Justitie, dat vandaag in Brussel actieve euthanasie wordt gepleegd? Het gebeurt in stilte en men maakt er nog geen propaganda voor zoals dit nu wel gebeurt voor abortus. Wij gaan echter dezelfde weg op als Nederland. Aanvankelijk werd abortus *provocatus* ook in stilte uitgevoerd. Men ging slechts over tot vervolging wanneer het om talrijke gevallen ging. Vandaag wordt het niet-toepassen van de wet ingeroepen als argument door de voorstanders van abortus.

De heer De Loor. — De wet hinkt altijd na op feiten.

De heer Cooreman. — Wil dat dan zeggen dat de feiten toegelaten zijn? Verdedigt u dan de euthanasie?

De heer De Loor. — Dat heb ik niet gezegd.

De heer Cooreman. — Zoals dit nu het geval is voor abortus, zal men ons inzake euthanasie het verwijt maken dat de wet niet wordt toegepast, terwijl wij toch weten dat de feiten zich voordoen.

Ik wil u daarvoor op deze tribune uitdrukkelijk waarschuwen, zoals ik dat indertijd ook heb gedaan toen men het wenselijk achtte abortus niet langer te vervolgen.

Euthanasie gebeurt trouwens in dezelfde ziekenhuizen als die waar abortus wordt gepleegd. Het kadert trouwens in dezelfde filosofie. Dat kunnen wij niet ontkennen. Iedereen heeft het recht zijn mening te verdedigen, maar het is de meerderheid die beslist. Dat is democratie. Men moet echter duidelijk weten waarover het gaat.

Dit debat is een emotioneel debat over een problematiek die al jaren aansleept. Mevrouw Herman heeft de historische evolutie reeds herhaaldelijk geschetst. Ik heb een poging gedaan om na te gaan wat nu precies de inhoud is van dit voorstel. De basisfilosofie is ongetwijfeld het zelfbeschikkingsrecht van de vrouw, als logisch gevolg van de evolutie die wij kenden.

Laten wij dit principe even toepassen in de fiscale wetgeving. Het gebeurt soms dat mensen meer belastingen moeten betalen dan zij verdiend hebben. Ik ken zo een geval van een dokter die geen voorafbetalingen had gedaan en boetes en interesten moest betalen zodat hij uiteindelijk meer moest betalen dan hij verdiend had. Ik ken gevallen van mensen die zelfmoord pleegden uit radeloosheid omdat zij zich niet konden verdedigen tegen hun te hoge belasting. Dat was niet verstandig, maar die mensen bevonden zich in een noodsituatie.

Collega Erdman heeft hier verklaard dat het recht creatief moet zijn en dat wij nieuwe technieken moeten zoeken in het recht. Ik ben daar ook voorstander van, maar als men aan iets begint moet men ook weten waar het eindigt. Ik heb dit principe van het creatieve recht toegepast in de fiscaliteit en volgend wetsvoorstel geformuleerd : « Er is evenwel geen misdrijf wanneer de belastingplichtige die door de belastingaanslag in een noodsituatie verkeert, een controleur van belastingen verzoekt hem te ontslaan van deze taxatie onder de volgende voorwaarden : ten eerste, hij moet zijn inkomsten in België op een postrekening doen toekomen; ten tweede, hij verbindt zich ertoe geen buitensporige uitgaven te doen; ten derde, hij verbindt zich er wel toe belastingen te betalen als hem dit mogelijk zal zijn.

De appreciatie van de controleur van belastingen over de noodsituatie en de vaste wil om belastingen te betalen als het mogelijk is, kan niet meer worden aangevochten indien aan de hierboven vermelde bepalingen werd voldaan.

Toelichting : de controleur van belastingen moet in deze zeer persoonlijke materie zijn wil niet opdringen aan de belastingplichtigen die zich tot hem wenden om ontslagen te worden van deze taxatie, want de draagkracht van de belastingplichtige is bepalend. »

Ik heb gewoon bij wijze van vergelijking dezelfde principes toegepast op een gebied dat iedereen goed begrijpt. (*Protesten.*)

M. Moureaux. — Ce que vous dites n'est pas digne de ce débat.

M. Cooreman. — Monsieur Moureaux, vous avez été souvent absent. Pour le moment, vous êtes parmi nous et je m'en réjouis. Mais cette technique est exactement la même que celle que vous préconisez pour l'avortement. (*Protestations sur les bancs socialistes.*)

Dat begrijpt u, maar wanneer het de vrouw is die beslist en zij alleen, dan begrijpt u het niet. Dat is het verschil. Het is een kwestie van niveau, ik kan het ook niet helpen.

Het voorstel van wet waarover wij discussiëren is een socialistisch voorstel. Ik zal het bewijzen en hierover iets langer uitweiden.

Ik heb mevrouw Herman vorige week vrijdag concrete vragen gesteld, maar ik heb geen antwoord gekregen. Ze had me beloofd te antwoorden, maar heeft het niet gedaan. Ook vandaag heeft ze me geen antwoord gegeven, dus stel ik mijn vraag opnieuw.

Ik heb de geschiedenis geschetst — men heeft daar een beetje misprijzend over gedaan — van de verscheidene voorstellen van wet in verband met abortus. Ik heb dat niet zo maar gedaan, maar omdat er een evolutie vast te stellen is.

Wat wij hier vandaag bespreken is een socialistisch voorstel, versierd met enkele liberale bloemetjes. Die liberale bloemetjes zijn nu door de Raad van State weggeveegd.

De heer Secuws. — Het zijn dus blauwe bloemetjes.

De heer Cooreman. — Ja, blauwe bloemetjes, of misschien paarse bloemetjes. (*Onderbreking van mevrouw Mayence.*)

Even geduld, mevrouw, u komt zo aan de beurt. (*Gelach.*) Wees niet te haastig.

Ik zal al die voorstellen van wet nu niet opnieuw in herinnering brengen. Ze werden ingediend onder andere door de heren Calewaert en Pierson. Over één zaak waren zij het telkens eens: het schrappen van abortus *provocatus* uit het Strafwetboek. Sommige voorstellen maakten melding van een opschorting voor twee jaar. De heer Moureaux maakte toen nog deel uit van het FDF en heeft ook bepaalde voorstellen gedaan. Dezelfde filosofie komt er steeds terug. De socialisten zijn steeds consequent geweest en wilden abortus uit het strafrecht.

Mevrouw Herman diende op 11 januari 1978 een voorstel van wet in — en dat bleef een tijdje geldig — waarin wordt vermeld: «Abortus kan echter alleen door die redenering gerechtvaardigd worden als het menselijk leven vóór de geboorte niet als een persoon wordt aangezien, die eveneens recht heeft op bescherming van de wet. Het opperste gerechtshof van de Verenigde Staten heeft door zijn beslissing elke rechtsbescherming aan het menselijk leven vóór de geboorte onthouden. Vanaf de conceptie moet men nochtans spreken over individueel menselijk leven in ontwikkeling.» Voorts staat er: «Om dezelfde reden menen wij dat de grens tussen de volledige bescherming en volledige beschermeloosheid vanwege de wet niet mag gelegd worden op een willekeurig ogenblik van de zwangerschap.»

Deze redenering vinden wij terug in het volgende wetsvoorstel. Wel merkwaardig is, dat het voorstel van wet toen werd medeondertekend door de heren Vanderpoorten, Daems, De Clercq, Févriér en Boey.

In het volgende voorstel dat werd ingediend in 1981, wordt ongeveer dezelfde tekst gebruikt. Er is wel een evolutie, want er wordt reeds gesproken over de situatie van de vrouw, haar gezondheidstoestand, enzovoort. Dat voorstel is ondertekend door mevrouw Mayence, rapporteur, en de heren Henrion, Pede, Vanderpoorten en Waltniel.

Ook mevrouw Mayence schrijft op dat ogenblik: «De vraag of vrije abortus een uiting is van het zelfbeschikkingsrecht van de vrouw over haar eigen lichaam moet ontkennend beantwoord worden.»

Vandaag stelt men dat de vrouw zelf beslist: het zelfbeschikkingsrecht van de vrouw.

Mme Mayence-Goossens. — J'ai déjà indiqué tout à l'heure qu'un élément essentiel était que la femme ne soit pas seule pour prendre sa décision. Je l'ai répété dans mon intervention, mais vous étiez absent.

M. Cooreman. — Je vous ai bien entendue, madame.

Wat wil «niet alleen zijn» zeggen? Mag de dokter de vrouw raad geven en abortus afraden?

Mme Mayence-Goossens. — Le rôle du médecin est incontestablement double: il doit d'abord constater l'état de détresse, c'est-à-dire la cause, et ensuite déterminer la volonté de la femme. J'ai indiqué qu'à mon sens, la loi devait contenir une disposition qui combatte la banalisation de l'avortement. Le terme «détresse» est essentiel, justement pour éviter ce que vous considérez erronément comme étant mon propos, à savoir que la femme est maître de son corps et qu'elle décide souverainement, ce que je n'ai jamais dit.

De heer Cooreman. — U lijkt geraakt te zijn, mevrouw, maar dat hoeft niet. Ik lees alleen een tekst die u destijds mede hebt ondertekend.

U herhaalt vandaag dat de dokter niet mag verklaren dat de vrouw niet mag aborteren. Hij moet alleen vaststellen of zij de vaste wil daartoe heeft en of zij zwanger is.

Mme Mayence-Goossens. — Il faut d'abord savoir si la femme est en détresse, et ensuite évaluer si sa détermination est claire et précise. Cela doit être dit.

M. le Président. — Puis-je demander à M. Cooreman de poursuivre son intervention?

De heer Cooreman. — De tekst is zeer duidelijk. Anders hebben de woorden geen betekenis meer. Voorstanders stellen dat zij geen vrije abortus willen. De Raad van State heeft nu echter duidelijk laten weten dat het hier om vrije abortus gaat. Als de ene dokter de abortus niet wil uitvoeren, kan de vrouw zich tot een andere dokter wenden.

Mevrouw Mayence, net zoals de heer Lallemand zult u moeten erkennen dat de dokter alleen mag weigeren de daad uit te voeren, maar de vrouw niet mag verbieden om abortus te plegen. Daarover heeft hij niet te oordelen.

Als men dit aanvaardt, dan is men geëvolueerd. Ik heb van mevrouw Herman het antwoord hierop nog steeds niet gehoord. In 1977, 1978 en 1981 heeft zij voorstellen ondertekend.

Mevrouw Herman, u weet dat minister Vanderpoorten toen nog in ons midden was en dat hij dit voorstel nooit zou hebben ondertekend. (*Onderbreking van mevrouw Herman.*) Van de voorstellen van 1977, 1978 en 1981 wordt vandaag volkomen afgeweken.

U bent geëvolueerd en het is uw volste recht om van mening te veranderen. (*Onderbreking van mevrouw Herman.*) Het is jammer dat minister Vanderpoorten hier niet meer is, maar hij zou dit voorstel nooit hebben goedgekeurd.

Dat is het grote verschil tussen PRL en PVV. De PRL zal bij de stemming aantonen dat ze pluralistisch is. De leden zullen op basis van hun eigen beslissing voor of tegen stemmen.

Mevrouw Herman, u weet dat sommige leden van uw partij, zoals van de PRL, dit wetsvoorstel niet wensen aan te nemen en met deze ommezwaai niet akkoord gaan. Om te weten wat zij zullen doen zullen wij de stemming afwachten. (*Applaus op de banken van de CVP.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Aelvoet.

Mevrouw Aelvoet. — Mijnheer de Voorzitter, er is reeds zeer veel gesproken over het advies van de Raad van State en het is geen toeval dat vooral juristen het woord hebben genomen. Het zal u niet verbazen dat ik mij dan eerder wat op de achtergrond houd. Daarom beperk ik mij ertoe uw aandacht te vestigen op een aantal punten die voor mij en mijn partij in dit debat zeer belangrijk zijn. Zij hebben alles te maken met het behoud van het woord en het begrip «noodsituatie» in deze wet.

Ten eerste beschouw ik het als een zeer belangrijk moreel signaal voor de bevolking dat dit begrip als dusdanig in de wet is opgenomen, omdat het aanduidt dat het respect voor het ongeboren leven in gewone, normale omstandigheden op de eerste plaats komt. Enkel wanneer andere waarden en andere rechten ernstig in het gedrang komen — jammer genoeg gebeurt dat nu eenmaal in de werkelijkheid — kan hiervan worden afgeweken. Ik ken geen beter woord om deze problematiek uit te drukken, dan het woord «noodsituatie», waarmee er precies op wordt gewezen dat reëel menselijke, echte waarden met elkaar in conflict zijn.

In de oorspronkelijke tekst, vóór het bewuste amendement waarnaar onder andere collega Arts heeft verwezen, stond in de aanhef van artikel 2 ook reeds het woord «noodsituatie». Men moet dus niet doen alsof, in het uur van de waarheid, in het licht van de confrontatie met de publieke opinie, deze term nog snel extra werd binnengesmokkeld.

Verscheidene sprekers hebben erop gewezen dat de term in de Franse wet duidelijk een andere inhoud heeft, maar ook daar heeft men ervoor gekozen hem in de wet te behouden. Ter zake ben ik het niet eens met de uitspraak van collega Baert die beweert dat de strafwet geen pedagogische functie heeft. Ik ben integendeel van mening dat de strafwet niet alleen een bestraffende, maar ook een pedagogische functie en een signaal-functie heeft. Heel wat mensen die pleiten voor het behoud van de bestaande wet hebben dit overigens eveneens duidelijk gezegd.

Ten tweede is het juist dat wij gekozen hebben voor een nieuwe juridische constructie waarbij de twee elementen «nood-situatie» en «vaste, volgehouden wil» onderscheiden dienen te worden beschouwd, hoewel zij in de praktijk uiteraard met elkaar verbonden zijn. Een vrouw kan door een ongewenste zwangerschap in een noodsituatie verkeren, zonder dat dit tot gevolg heeft dat zij, na enkele dagen bedenktijd, de vaste wil heeft om die zwangerschap ook af te breken. Dit wordt door de praktijk geïllustreerd. «In de centra die nu functioneren laat 7 pct. van de aanvraagsters geen abortus uitvoeren. Een noodsituatie leidt dus niet noodzakelijk tot de kristallisatie van de wil in de richting van een effectieve zwangerschapsafbreking. Het is dus van elkaar te onderscheiden. Omgekeerd kan de vrouw de vaste wil hebben om een zwangerschap af te breken zonder dat zij in een noodsituatie verkeert.

De draagwijdte van dit wetsvoorstel is dat er wordt vanuit gegaan dat een arts in staat is om dit te appreciëren. Het is echter niet de bedoeling dat de arts de rol van politieagent speelt en de zaken individueel onderzoekt. Door een contact met de vrouw kan duidelijk worden dat zij niet in een noodsituatie verkeert. In dat geval moet de arts weigeren. Dit wordt immers duidelijk bepaald in het wetsvoorstel. Het feit dat de vraag voor een zwangerschapsafbreking door de arts wordt afgewezen, is een zeer zware vingerwijzing voor de vrouw die erom vraagt. Het is helemaal niet zeker dat ze zich automatisch tot een andere arts zal wenden.

De procedure die in het wetsvoorstel wordt voorgesteld bewijst duidelijk dat de vrouw echt gedreven moet zijn om een zwangerschapsafbreking te vragen. De vrouw die een zwangerschapsafbreking wenst, dient grondig te worden geïnformeerd, zij moet bereid zijn om een gesprek aan te gaan over die beslissing en bovendien moet er een wachttijd in acht worden genomen. Al deze elementen hebben voor een stuk een ontra-dende functie. Alleen degenen die werkelijk overtuigd zijn zullen bereid zijn de weg die in het wetsvoorstel werd uitgestippeld ten einde te gaan. Het is immers allemaal niet zo simpel.

Het zou al te gek zijn te verwachten dat een vrouw het risico zal lopen om naar een centrum te gaan als zij weet dat de magistraat als het ware achter de deur kan meeluisteren. Dan wordt er immers zulk een sfeer geschapen dat men er niet meer op een ongecomplexeerde manier met zijn diep doorleefde problematiek terecht kan. Het gevolg daarvan zou zijn dat de vrouw opnieuw in het circuit van de clandestiniteit wordt gedreven of verplicht is naar Nederland te gaan om een abortus te laten uitvoeren.

Wat zal er gebeuren als de vrouw opnieuw in de clandestiniteit terechtkomt? Onlangs zei iemand «gelukkig is het vandaag de dag zo dat vrouwen die weliswaar een abortus laten uitvoeren er toch niet meer aan sterven, omdat het in goede medische omstandigheden gebeurt». Men vergeet er echter wel bij te zeggen dat die goede medische omstandigheden maar kunnen worden gegarandeerd omdat er mensen bereid waren tegen de bestaande wetgeving in te gaan. Het is al te gemakkelijk om te beweren dat er niets meer aan de wetgeving moet worden veranderd vermits de vrouwen niet meer overlijden ten gevolge van een clandestiene abortus. Daardoor zegt men meteen dat de wet niet moet veranderen, maar de bestaande praktijken zonder beperkingen mogen verdergezet worden.

Collega Cerehe vroeg of de weigering om de noodsituatie terug te brengen tot enkele, zeer ernstige duurzame redenen, niet betekent dat men weigert de zaak te objectiveren. Precies dat inzicht, collegae, is zeer reëel. Dezelfde objectieve redenen leiden bij verschillende mensen hoegenaamd niet tot dezelfde effecten. Alle mensen hebben niet hetzelfde incasseringsvermogen, hebben niet dezelfde psychie, bevinden zich niet in dezelfde omstandigheden waardoor wat de enen op zich kunnen nemen, voor de anderen werkelijk niet haalbaar is.

De waarheid is dat er voor deze materie geen ideale wet bestaat, hier niet en nergens niet. Wij moeten en kunnen alleen maar in alle eerlijkheid en openheid aan de publieke opinie zeggen welke keuze wij hebben gemaakt, wel wetend dat niets in deze materie behoort tot het mooie menselijke. Het gaat er hier immers om een regeling te vinden die zich afspeelt in de

schemerzone van de menselijke onmacht. Daar is geen prachtige wet over te maken. Er kan echter wel een regeling worden gevonden die aansluit bij wat de mensen aankunnen, eerder dan te verzinken in de hypocrisie en te doen alsof de bestaande wet onverkort kan worden gehandhaafd.

De vraag naar dialoog en consensus zou mooi kunnen zijn op voorwaarde dat het antwoord dat daarop wordt gegeven, reëel is. Met reëel bedoel ik dat men op dit terrein geen consensus kan fingeren, maar dat die consensus er echt moet zijn in de feiten.

Na het beluisteren van de verscheidene sprekers, zie ik dat er enkele zeer algemene principes zijn waarover er wel consensus bestaat. Zo is er duidelijke consensus over het feit dat het ongeboren leven recht heeft op bescherming en dat dit moet worden aangemoedigd. De vraag is alleen hoe absoluut dit recht op bescherming is en daarover bestaat er geen consensus. Zowel de voor- als de tegenstanders van het wetsvoorstel zeggen dat zij zich omstandigheden kunnen voorstellen waar het conflict zo groot, zo reëel en zo algemeen erkend is dat men er niet omheen kan. Alleen is er geen consensus over de vraag hoe groot dat gebied van uitzonderingen dan wel is.

Zo wordt ook door iedereen erkend dat er bij de vraag naar het afbreken van de zwangerschap altijd sprake moet zijn van het opnemen van de morele verantwoordelijkheid door een ieder. Er bestaat echter geen consensus over de ruimte die wettelijk moet worden geboden opdat een ieder in deze zijn geweten kan volgen.

Er is dus een zeer ruime, maar ook een immens vage consensus over enkele basisprincipes, maar die consensus is niet groot genoeg om een wet op te stellen die de algehele instemming draagt van alle krachten die in het Parlement zijn vertegenwoordigd.

Die consensus zie ik niet en die zal mijns inziens ook niet over twee, drie jaar tot stand komen. Geloof mij, ik ben daarover niet verheugd. Dat wij hier samen niet verder geraken, is voor mij een diepe bron van pijn. Dit doet echter niets af aan de werkelijkheid dat er geen consensus is.

Er is misschien wel een echte consensus op een concreet terrein, het terrein van de alternatieven of van de preventie. Nog nooit heb ik door zoveel verschillende leden zo veel horen pleiten voor alternatieven en voor het voorkomen van ongewenste zwangerschappen. Mijn besluit is dan ook dat wij met onze taak niet klaar zijn na het beëindigen van dit debat, hoe het ook afloopt en hoe de eindstemming er ook zal uitzien. Wij zullen elkaar vanuit onze verschillende invalshoeken verder moeten vinden om een serieuze ruimte te scheppen voor preventie.

Hopelijk zullen de zwaarwegende ethische motieven die nu worden aangedragen dan niet naar de achtergrond verdwijnen, maar krachtig genoeg blijken om de nodige middelen ter beschikking te stellen aan het ondersteunen en voor de verdere uitbouw van een veelsoortig preventiebeleid. Ik hoop dat dit dan tenminste één resultaat zal zijn van het debat dat ik als bijzonder moeilijk en als echt pijnlijk ervaar omwille van het gebrek aan consensus over zulk een fundamenteel punt. (Applaus.)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Diegenant.

De heer Diegenant. — Mijnheer de Voorzitter, als er één fundamentele vraag is waarop de Senaat genoopt wordt te antwoorden door het advies dat de Raad van State heeft verstrekt, is het wel of het erom gaat abortus op eenvoudige vraag van de vrouw in de eerste twaalf weken van haar zwangerschap te depenaliseren of om abortus voor de vrouw in nood te depenaliseren. De Raad van State nodigt ons uit duidelijk te zeggen wat wij bedoelen.

De commentaren van vandaag zetten ons er toe aan te antwoorden op de vraag of men voor de vrouw een algemene mogelijkheid tot abortus tot stand wil brengen of een beperkte mogelijkheid voor de vrouw in nood. De Raad van State vraagt ons dus ons ervoor uit te spreken of wij nu een algemene vrije

toegang ofwel een beperkte vrije toegang willen tot abortus. Op basis van de inhoud aan het begrip noodsituatie gegeven vooral door de collega's Lallemand en Erdman is de Raad van State tot de bevinding gekomen dat het in werkelijkheid gaat om een algemene toegang. Natuurlijk is een beperkte toegang niet tegengesteld aan een algemene toegang. Het is echter niet hetzelfde. Voor ieder van ons moet het duidelijk zijn of het over een ruim begrip of over een beperkt begrip gaat.

Een eenvoudige lectuur van de tekst maakt dit duidelijk. Abortus *provocatus* is een misdrijf, zegt het eerste artikel van het voorstel wanneer hij tegen de wil van de vrouw gebeurt of op vraag van de vrouw, maar niet onder de omstandigheden bepaald door de wet. Het gaat over het strafrecht en dus zijn er sancties voor de arts en/of voor de vrouw. Maar onder bepaalde omstandigheden is er geen misdrijf, zegt het voorstel en dus zijn er geen sancties. Vandaar het woord «depenaliseren».

Ten eerste, de vrouw vraagt om abortus. Ten tweede, zij is in een noodsituatie, een nieuw begrip, althans een nieuw rechtsbegrip. Ten derde, de schriftelijke vraag van de vrouw die na zes dagen moet worden bevestigd is het bewijs van haar noodsituatie. Ten vierde, de omstandigheden zijn er een aantal van sanitaire sociale begeleidingsaard. Er moet een arts zijn die de abortus uitvoert. Er moet een neutrale voorlichting zijn. De abortus moet in een medische instelling worden uitgevoerd. Ten vijfde, in die omstandigheden mag de arts tot abortus *provocatus* overgaan. Uit deze opsomming blijkt duidelijk dat de vraag van de vrouw overeenkomt met de noodsituatie. De twee begrippen dekken mekaar volkomen.

Als de heer Lallemand een onderscheid maakt tussen enerzijds de noodsituatie en anderzijds de vraag om abortus, dan kan ik hem intellectueel volgen, maar dat onderscheid is niet relevant omdat het hier gaat over een al dan niet misdrijf, al dan niet te penalisieren. Ten opzichte van de strafwet zijn beide begrippen volkomen gelijk. Ze vallen samen.

Vanaf de dertiende week ligt het enigszins anders. Er is weer de vraag van de vrouw en de noodsituatie. Nu inhoudelijk beter omschreven. Er is sprake van een bedreiging voor de gezondheid van de vrouw en een ernstige bedreiging voor de levenskwaliteit van het ongeboren kind. Dezelfde sanitaire omstandigheden moeten vervuld zijn. En in die omstandigheden mag de arts tot abortus overgaan.

Ik denk geen karikatuur te hebben gemaakt van de teksten, maar op een eenvoudige, voor iedereen begrijpelijke manier — ik ben geen jurist — de essentie van de redenering, van de constructie te hebben weergegeven.

Samengevat, vanaf de dertiende week is er een beperkte toegang tot abortus met een aantal objectieve omstandigheden die gecontroleerd kunnen worden, ook door de rechter. Vóór de dertiende week is er geen toetsingsrecht en hoeft ook niet geobjectiveerd te worden. Dus vrije toegang tot abortus voor iedereen tot de dertiende week. Daarbij rijst dan de vraag wat er overblijft van het primaire recht op leven dat we elk menselijk wezen toekennen. Wie verdedigt het recht op leven van het ongeboren kind? Het heeft de vele sprekers hier niet ontbroken aan begrip voor de vrouw, maar wie neemt het op voor het onmondige kind, ook een mens? Het debat van vandaag was daaromtrent niet duidelijk. Met dit voorstel wordt in elk geval het evenwicht verbroken tussen enerzijds de zorg om de levenskwaliteit van de vrouw en anderzijds de zorg om het levensrecht van het ongeboren kind.

In zekere zin was ik blij collega Lallemand te horen verwijzen naar de Verenigde Staten, naar een toestand die daar ontstaan is na een uitspraak van het opperste gerechtshof in 1973. Dat opperste gerechtshof heeft intussen in 1989 een andere uitspraak gedaan die nogal verschilt van de vorige. In 1973 primeerde voor het hof het absolute recht van de vrouw op abortus. In 1989 primeerde het absolute recht op bescherming van het ongeboren kind. Wat het zwaarst zal doorwegen, zal de toekomst uitwijzen. Wij wachten nog op een definitieve uitspraak. Deze situatie in de Verenigde Staten bewijst het ongelijk van degenen die zeggen dat de evolutie onomkeerbaar is.

Maar wat was er eigenlijk aan de hand in de Verenigde Staten? De zaak Roe versus Wade had tot gevolg dat door het opperste gerechtshof uitgelegd werd dat uit de grondwet van de Verenigde Staten het recht op abortus kon worden afgeleid voor de vrouw zolang het kind niet levensvatbaar was. Volgens de constitutionele rechter was een foetus niet levensvatbaar tot zes maanden na de bevruchting. In 1989 vond de constitutionele rechter dat hij toch wat te ver was gegaan en was hij er niet meer absoluut zeker van dat geen enkele foetus van minder dan zes maanden levensvatbaar zou zijn. In bepaalde Staten is het nu zo ver gekomen dat de levensvatbaarheid van het ongeboren kind onderzocht moet worden alvorens tot abortus *provocatus* overgegaan mag worden.

Tot de zesde maand kon de vrouw abortus vragen maar niet, collega Lallemand, onder om het even welke omstandigheid. Abortus *provocatus* was enkel mogelijk onder deontologisch-medische omstandigheden op basis van de wetgeving inzake de medische deontologie en de bescherming van de patiënt.

Collega Lallemand is van oordeel dat de situatie in de Verenigde Staten niet kan worden vergeleken met die bij ons. Nu niet, *j'en conviens*, uiteraard. In de Verenigde Staten heeft men immers gedurende vijftien jaar de situatie gekend die door dit wetsvoorstel zal worden gecreëerd. Daarom was het zo nuttig in de commissie te vernemen wat de ervaring was van degenen die gedurende vijftien jaar in een dergelijke situatie hadden geleefd, ook op het vlak van de volksgezondheid.

Collega Lallemand verklaarde: «Aux Etats-Unis se sont passées des choses terribles parce qu'il n'y a aucune limitation.» Gedurende de eerste drie maanden van de zwangerschap geldt ook hier *aucune limitation*. Moeten wij wachten tot *des choses terribles se passent ici* alvorens wij zullen ingrijpen? Kunnen wij niet vooruit denken? Moeten wij hier invoeren waar men in de Verenigde Staten van af wil? Dat is niet logisch.

Ik meen dat er wel een objectieve vergelijkingsmogelijkheid is tussen wat door deze wet zou tot stand komen in ons land en wat men heeft meegemaakt in de Verenigde Staten. De heer Lallemand heeft in feite onrechtstreeks de huidige Belgische wet verdedigd. Hij verklaarde immers dat men in de Belgische abortuscentra en klinieken zeer omzichtig te werk gaat. Men gaat na of de vrouw inderdaad in een noodsituatie verkeert, men licht haar voor, men neemt voorzorgen. Men gaat niet zo maar tot de ingreep over.

Ik durf te beweren dat dit te danken is aan het signaal van deze wet, zelfs al wordt hij onvolmaakt toegepast. Dit signaal is in elk geval sterker dan datgene wat uitgaat van het huidige voorstel, waarin geen enkele sanctie meer wordt opgenomen.

Mevrouw Aelvoet en mevrouw Herman-Michielsens verwijzen naar een pedagogische referentie en een moreel signaal.

Ik heb de heer Lallemand echter gedurende twee maanden in de commissie horen beweren dat deze wet niet mocht steunen op één of andere moreel-ethische grondslag, dat de moraliteit niet de basis van de strafwet mag zijn. Na het advies van de Raad van State te hebben vernomen gaat hij plots op een ander been staan.

Naast de nieuwe schijninhoud die men tracht te geven aan het begrip noodsituatie, appreciatie van de geneesheer en beslissing, is ook dit een eigenaardige evolutie.

Over de objectieve en subjectieve rechtvaardigingsgronden was ook in de media heel wat te doen. Men moet geen jurist zijn om te weten dat de rechtvaardigingsgronden, objectieve en subjectieve, niet uit de persoon komen, maar uit de situatie. Een objectieve rechtvaardigingsgrond ligt buiten de persoon. Een bevel van hogerhand en een oorlogssituatie zijn hiervan voorbeelden. Een subjectieve rechtvaardigingsgrond is verbonden met de persoon. Hij voelt zich rechtstreeks bedreigd in zijn bestaan en hij reageert vanuit een drang naar zelfbehoud.

Zo benader ik die twee categorieën, objectieve en subjectieve rechtvaardigingsgrond, beide zijn objectiveerbaar.

Wat u in uw voorstel neerschrijft, mevrouw Herman, is een subjectieve rechtvaardigingsgrond die aan geen enkele objectieve

ring wordt onderworpen of objectiveerbaar is. Zowel de subjectieve als de objectieve rechtvaardigingsgrond is voor objectivering en controle vatbaar. Noodsituatie niet.

Vanochtend werd in de commissie gezegd, en vanmiddag hier herhaald, dat er zoveel subjectieve rechtsbegrippen zijn die evolueren. Wat is echter het correlarium daarvan? Over deze evolutie wordt geoordeeld door een college dat niet de persoon of het college is dat de daad verricht die als een misdrijf kan worden beschouwd. De evolutie wordt dus niet beoordeeld door degene die de daad verricht, maar door een college dat probeert aan een subjectieve rechtvaardigingsgrond een subjectieve beoordeling te knopen.

Ik heb een vierde opmerking over de noodsituatie. De heer Lallemand zegt het volgende: «L'état subjectif de la femme diffère de sa décision. Ceci est intellectuellement vrai.»

Ik wens enkel nog te herhalen dat dit onderscheid irrelevant is want dat het ten aanzien van de wetgeving die wij aan het maken zijn, op hetzelfde neerkomt.

Mijnheer de Voorzitter, dit advies is bijzonder nuttig omdat het ons verplicht te kiezen. Gaat het over de algemene abortus de eerste drie maanden en beperkt nadien of gaat het steeds over de vrouw in nood? De Raad van State heeft ons uitgenodigd klaarheid te scheppen rond het begrip noodsituatie. Hij heeft als het ware de sluier daarrond weggerukt.

De heer Erdman pleit ook voor het zoeken naar een consensus. Op welke basis? Indien ik het goed begrijp, zegt hij: het is niet omdat wij vinden dat abortus algemeen toegankelijk moet zijn, dat hij niet slechts toegankelijk mag zijn voor de vrouw in nood.

De heer Erdman. — Het is niet zoals u het vertaalt.

De heer Diegenant. — Gun ons, zegt hij in een poging tot overleg, en ik neem mijn notitie, «het recht te mogen doen wat wij menen te mogen doen zonder iemand anders te verplichten hetzelfde te doen».

Ziehier mijn interpretatie, het is niet omdat wij voor de vrouw die om een abortus vraagt, toegang tot de een abortus *provocatus* zouden wensen, dat dit u moet beletten slechts een beroep te doen op abortus *provocatus* ingeval de vrouw werkelijk in nood is en wanneer er een bedreiging bestaat voor het kind dat zij draagt of voor haar eigen leven of levenskwaliteit. Deze vraag hoort eigenlijk thuis in de cursus algemene en bijzondere logica van de eerste kandidatuur.

Collega Erdman, gaat u dezelfde vraag stellen wanneer het gaat over druggebruik? Het is niet omdat wij voorstander zijn van algemeen druggebruik dat u verplicht bent drugs te gebruiken. Gaat u hier dezelfde vraag stellen als het gaat over euthanasie? Het is niet omdat wij voorstander zijn van algemene euthanasie, dat u verplicht bent euthanasie als actieve therapie toe te passen. Ik begrijp best dat de bedoeling van een aantal medeondertekenaars past in het kader van wat u open en correct vraagt.

Die beperkte vraag, zoals ik ze voor juristen wellicht een beetje karikaturaal naar voren breng, in verband met een vrouw in nood, past in een bredere vraag. Daarom is er geen contradictie, hoewel het toch niet hetzelfde is. Dus, wanneer men hier in de vergadering, en ter attentie ook van de gehele bevolking, zegt dat abortus alleen toegelaten is onder bepaalde omstandigheden, dan is dit niet onjuist. Juist is: de eerste drie maanden van de zwangerschap gaat het om abortus op vraag; nadien is het een meer beperkte toegang.

Collega Lallemand, u hebt uw enthousiast betoog besloten met de volgende woorden: «Après ce débat nous allons pouvoir choisir en connaissance de cause.»

Indedaad, *nous allons pouvoir choisir* tussen de fundamentele vraag die de Raad van State ons doet stellen langs zijn advies om: «Gaat het om algemene abortus of over abortus bij

een vrouw in nood?» Wij hebben begrip voor de vrouw in nood. Wij zijn voor een evenwicht in de samenleving met respect voor het leven van de vrouw, maar ook voor het leven van het ongeboren kind, maar wij vinden in dit voorstel van wet dit evenwicht niet. In elk geval, *en connaissance de cause*, wij weigeren in te stemmen met abortus *provocatus* op eenvoudige vraag. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Arts.

De heer Arts. — Mijnheer de Voorzitter, ik wil in het kort vijf beschouwingen naar voren brengen als eindreactie in deze algemene bespreking.

In de eerste plaats wil ik aantonen op welke verwarrende wijze tot een tekst wordt gekomen. Ten tweede wil ik het hebben over de moeilijkheid om mekaar te begrijpen. Mijn derde opmerking handelt over de interventies van de gelovigen. In een vierde punt wil ik ingaan op al wat werd gezegd in verband met anticonceptiva. In een vijfde beschouwing wil ik dan nog enkele juridische opmerkingen ten beste geven.

Eerst enkele woorden over de verwarring. Aan de hand van het *Beknopt Verslag* zou ik kunnen aantonen welke interpretaties werden gegeven aan het begrip «noodsituatie». Ik zal dat niet doen, maar toch wil ik er één aanhalen om aan te tonen op welke verwarrende wijze sommige van onze collega's dit bijzonder belangrijke debat voeren.

Ik citeer de heer Boël op pagina 87 van het *Beknopt Verslag*, die een overtuigd voorstander blijkt te zijn van het voorstel van wet omdat volgens hem de noodsituatie uitgaat van de gezondheidstoestand van de vrouw zoals gedefinieerd door de Wereldgezondheidsorganisatie. U zult allen met mij akkoord gaan om vast te stellen dat de indianers van het voorstel alles behalve dat onder noodsituatie verstaan. Dit wilde ik als voorbeeld geven. Ik neem dus aan dat wij eigenlijk met het stemgedrag van de heer Boël vrijwel geen rekening moeten houden.

Ik geef dit voorbeeld ook om te wijzen op de rol die de geneesheer wordt toebedeeld. Ik stel vast dat noch de heer Lallemand, noch de heer Erdman daarover veel hebben gezegd. Ze hebben daarover vooral gezwegen.

In de uiteenzetting van de heer Erdman vind ik maar één element over de rol van de geneesheer, namelijk in verband met de minderjarigen. Hij geeft toe dat er een probleem rijst wanneer de geneesheer de vaste wil van de minderjarige moet vaststellen. Voorts wordt de rol van de geneesheer noch door de heer Erdman, noch door de heer Lallemand in een scherp daglicht geplaatst.

Mevrouw Herman en mevrouw Aelvoet hebben daarentegen hun standpunt wel uitvoerig weergegeven. Ik probeer hen te begrijpen. Ik concludeer dat zij een bijzonder belang hechten aan de rol van de geneesheer. Ik citeer mevrouw Herman: «Doorheen bevrijdende gesprekken moeten arts en vrouw klaar zien in de noodsituatie.» Dat begrijp ik, maar uiteindelijk beslist de vrouw. Mevrouw Aelvoet zegt dat de arts moet weigeren indien hij geen noodsituatie vaststelt. Ik meen dat correct te begrijpen, mevrouw.

Mevrouw Aelvoet. — Ik ben er absoluut zeker van dat ook collega Lallemand in zijn algemene uiteenzetting heeft gezegd dat de arts moet weigeren, indien hij geen noodsituatie vaststelt.

De heer Arts. — Laten we dit even als uitgangspunt van een hypothetisch voorbeeld nemen. De arts stelt vast dat er geen noodsituatie is. Wat moet er dan gebeuren, als de vrouw volgens de tekst van het voorstel het document heeft ondertekend waarin zij haar vaste wil om abortus te plegen, uit?

M. Lenfant. — Elle va voir un autre médecin.

De heer Arts. — Ik heb u dus juist begrepen, mevrouw Aelvoet. Ik neem aan dat ook de heer Lallemand heeft gezegd dat de arts moet weigeren, indien hij geen noodsituatie vaststelt. Maar indien de vrouw uiting geeft aan haar vaste wil en het document heeft getekend, moet volgens de tekst van het voorstel de arts toch abortus uitvoeren. Indien hij wenste te weigeren, had hij bij de eerste aanvraag van de vrouw moeten meedelen dat hij niet bereid was om eventueel aan abortus mee te werken. Het is dus volkomen onduidelijk wat er in die situatie moet gebeuren.

Wanneer deze interpretatie van het voorstel juist is, wordt het helemaal onbegrijpelijk wanneer ik andere collega's citeer met betrekking tot het beslissingsrecht van de vrouw. Verscheidene collega's geven het uiteindelijke beslissingsrecht blijkbaar niet aan de vrouw alleen. Collega Minet heeft vanuit zijn eigen praktijk een ontroerende getuigenis afgelegd. Ik citeer hem uit het *Beknopt Verslag*, bladzijde 58: «Twee levens worden aan zijn arbitrage onderworpen.» De geneesheer is dus de scheidsrechter in het conflict. Ik citeer collega Stroobant, bladzijde 93 van het *Beknopt Verslag*: «In het voorstel wordt de beslissing voor abortus onder de gedeelde verantwoordelijkheid van de vrouw en de geneesheer geplaatst.» Dat lijkt mij niet in overeenstemming met de tekst. Ik citeer collega Saulmont: «Voortaan moet elke vrouw bij haar arts terecht kunnen en samen met hem de beslissing nemen die door haar hart is ingegeven.»

Er is veel gesproken over de verhouding tussen ethiek, moraal en strafrecht. Ik heb trachten aan te tonen dat ethiek in essentie het vaststellen van een waardenhiërarchie is.

Volgens mevrouw Aelvoet, althans volgens het *Beknopt Verslag* op pagina 54, stel ik het ongeboren leven versus de kwaliteit van het leven van de vrouw. Ik heb dat nooit gedaan. Ik heb altijd de waarde van het ongeboren leven gesteld tegenover de individuele vrijheid van de vrouw. Dit maar om aan te tonen op welke moeilijke wijze wij elkaar begrijpen.

Het spijt mij dat de voorstanders van het wetsvoorstel inzake ethiek nagenoeg geen beeld van mens en maatschappij zien.

Verscheidene gelovigen pleitten voor het wetsvoorstel. Hun uiteenzetting was echter vaak beperkt tot een kritiek ten aanzien van uitspraken van katholieke gezagsdragers.

Ik heb geen behoefte om mij als katholiek gelovige in deze problematiek te manifesteren. Ik hanteer trouwens niet graag het begrip gelovige. Ik hanteer liever het begrip hopen. Het is niet op grond van kerkelijke uitspraken dat wij dit voorstel bekampen, maar op basis van een beschavingspatroon waarin een ieder essentieel evenwaardig is.

Ik heb anderzijds geen enkele Vlaamse vrijzinnige de taal van professor Gerlo horen spreken.

De heer Seeuws. — Uit welke periode bedoelt u?

De heer Arts. — Professor Gerlo heeft vorige week uitdrukkelijk stelling genomen ten aanzien van het wetsvoorstel.

Diverse collega's verwezen naar het onbegrip van de CVP bij een vrij recente wetswijziging inzake anticonceptiva. Vrijdagavond heeft mevrouw Herman in haar repliek gezegd dat de CVP daar ontzettend veel problemen mee had.

Dezelfde avond heeft echter mevrouw Staels getuigd hoe in 1973 de KAV, waarvoor zij de verantwoording droeg, ijverde voor een degelijke en concrete informatie over contraceptie.

De heer Seeuws. — Ze was alleen roepende in de woestijn.

De heer Arts. — Ik zal niet uitweiden over het aantal leden van de KAV, maar het is de grootste vrouwenbeweging van het land.

De heer Seeuws. — Toch predikte ze alleen in de woestijn...

De heer Arts. — ...samen met honderdduizenden dan.

Er is wel eensgezindheid als mevrouw Herman en mevrouw Tyberghien pleiten voor een waarachtig voorlichtingsbeleid.

De eigenlijke vraag blijft echter op welke wijze wij de seksualiteitsbeleving opnieuw menselijker kunnen maken, er opnieuw een liefdesbeleving van maken van lichaam en geest, van gevoel en wil.

Tenslotte heb ik nog enkele juridische beschouwingen. Ik ben het eens met collega Erdman, die hier zegde dat het hem opviel hoe weinig er over de tekst van het wetsvoorstel wordt gesproken. Ik betreur dat de vele juridische vragen die hier werden gesteld, ook geen antwoord hebben gekregen. De vraag met betrekking tot de minderjarigen werd niet beantwoord, ook vandaag niet. De vraag nopens de niet-strafbaarheid van de geneesheer in de voorwaarden onder 2° tot 6° werd niet beantwoord. De vraag over het vaststellen van het moment van de bevruchting werd niet beantwoord. De vraag wie zal bepalen of de zwangerschapsonderbreking onder medisch verantwoorde omstandigheden gebeurt, werd niet beantwoord. De vraag wie zal nagaan of de voorlichtingsdienst de vrouw omstandig heeft ingelicht over de voordelen die aan de gezinnen worden gewaarborgd, is niet beantwoord. De vraag of de zwangerschapsonderbreking strafbaar wordt, wanneer blijkt dat de voorlichtingsdienst de vrouw niet omstandig heeft ingelicht, werd evenmin beantwoord.

Het ergste vind ik nog dat er geen antwoord werd gegeven op de vraag of een vrouw naar een andere arts mag gaan, wanneer de eerste arts die zij raadpleegt, geen noodsituatie en/of vaste wil vaststelt.

Mijnheer de Voorzitter, geachte collega's, de beperkte jurist in mij is diep ontgoocheld. De Senaat wordt niet beoordeeld op de hoffelijkheid en op het hoogstaande debat, maar wel op klare en algemeen aanvaarde wetgeving. En zo'n wetgeving komt er met dit voorstel niet tot stand. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van Rompaey.

De heer Van Rompaey. — Mijnheer de Voorzitter, reeds vijf dagen houden wij een wake — het is zelfs een nachtwake geworden — bij het kraambed van dit wetsvoorstel. Omdat de bevalling zo moeilijk en zo gevaarlijk was, werd het advies gevraagd van de meest gewaardeerde gynaecoloog op het vlak van de wetgeving, de Raad van State. Ik kan aannemen dat het advies dat werd uitgebracht, verblindend is, niet voor ons, maar wel voor sommige andere leden van de Senaat. Juist die leden kan ik echter bezwaarlijk aanraden zich te wenden tot de martelares van Syracuse, de heilige Lucia, aan wie door velen een lichtgevende kracht wordt toegeschreven. Ik zal dus zelf een laatste poging doen om enige opheldering te brengen, hoewel ik hierin waarschijnlijk zal mislukken.

Ogenscheinlijk worden de auteurs van het wetsvoorstel geplaatst voor een afschuwelijk dilemma. Ofwel volgen zij het advies van de Raad van State en laten zij het begrip «noodsituatie» vallen, maar dan wordt het voor iedereen duidelijk dat het hier gaat om een abortus op aanvraag, wat door de meeste mensen wordt verworpen. Tot nu toe heb ik de auteurs echter nog altijd horen verklaren dat zij dit niet willen. Ofwel behouden zij het begrip «noodsituatie», maar dan missen zij hun doel, namelijk een gemakkelijk verkrijgbare vrijegeleide voor sommige vrouwen en een absolute bescherming voor de geneesheer.

Het verschrikkelijke van dit dilemma is slechts schijn. Het gestelde doel van het wetsvoorstel, blijft onbereikbaar ondanks het al dan niet behouden van het begrip noodsituatie.

Het zij mij toegelaten even de twee hypothesen te onderzoeken. Vooraf moet ik mevrouw Herman ontgoochelen daar waar zij verlangt dat wij het klassieke recht zouden verlaten. Ik vrees dat het een vrome wens zal blijven. Dat klassiek recht is immers één geheel en wanneer wij het willen verlaten dan kan dit maar door het te vervangen door een ander geheel.

De eerste hypothese is dat wij het begrip de noodsituatie laten vallen, zoals de Raad van State aanraadt. Dan wordt het immers abortus op aanvraag. De vrouw vraagt en de geneesheer voert

uit, zonder meer. Een aantal psychische en maatschappelijke factoren worden niet meer afgewogen tegenover het belang van het te beschermen leven. Tegenover het gewicht van het leven wordt geen tegengewicht gesteld. Alleen de gewichtloze vraag tot de uitvoering van abortus blijft over. Dit is willekeurig, wat de grens van het misdadige overschrijdt. Ik neem aan dat niemand, ook niet de indianers, in de Senaat zich daartoe wil lenen.

De tweede hypothese is dat de door de auteurs vermeende rechtvaardigingsgrond «er is evenwel geen misdrijf wanneer de zwangere vrouw die door haar toestand in een noodsituatie verkeert een geneesheer verzoekt haar zwangerschap af te breken» verdwijnt en wordt vervangen door een verschoningsgrond.

Ter verduidelijking hiervan breng ik de rechtvaardigingsgrond, waarvan de definitie in de voorbereidende werken van het Strafwetboek is opgenomen, in herinnering: «De rechtvaardigingsgrond is het opheffend en bepalend motief voor de afwijziging van elke toerekenbaarheid, hetzij omwille van het ontbreken van de morele voorwaarden die de verantwoordelijkheid van de rechten met zich brengt, hetzij om redenen van de intrinsieke wettigheid van de daad.»

Deze bepaling handelt over twee soorten omstandigheden. De eerste heeft tot gevolg dat zelfs het misdrijf zich niet voltrekt bij gebreke aan het morele element, hetzij bij gebreke aan kennis, hetzij bij gebreke aan wil. Dat zijn de subjectieve rechtvaardigingsgronden. Zij hebben alleen betrekking op personen en werken in personen. De tweede soort wettigt intrinsiek het plegen van het misdrijf. Dat zijn dan de objectieve rechtvaardigingsgronden. Zij hebben geen betrekking meer op de persoon, maar wel op de zaak.

De noodsituatie zoals zij is opgevat door de auteurs is ontegensprekelijk — ik vermoed dat dit niet wordt betwist — een subjectieve rechtvaardigingsgrond. Laat men nu de noodsituatie verdwijnen zoals door de Raad van State wordt gesuggereerd, dan verdwijnt de subjectieve rechtvaardigingsgrond die door de indianers wordt beoogd.

Wij houden dan nog een verschoningsgrond over. Wanneer men de Raad van State volgt moet de tekst worden aangepast naar het voorbeeld van artikel 121 van het Strafwetboek waar het gaat over het verbergen van vijandelijke agenten en soldaten, artikel 335 van hetzelfde Strafwetboek waar sprake is van het vluchten van gevangenen en artikel 341 waar gesproken wordt over het verbergen van misdadigers.

Men zegt niet dat er geen misdrijf is, maar «de bepaling is niet van toepassing». Als men de Raad van State zou volgen dan zou de tekst moeten luiden: «De bepaling van het voorgenoemde lid is niet van toepassing wanneer de zwangere vrouw...» Zo een bepaling zou volkomen beantwoorden aan de verschoningsgrond.

In de hypothese dat de noodsituatie verdwijnt kan de verschoningsgrond een horzel zijn met een dodelijke angel. Het misdrijf blijft bestaan, het is niet strafbaar, maar alle gevolgen op burgerrechtelijk gebied blijven bestaan. Enkele voorbeelden mogen dit illustreren. Zo zou een man op grond van artikel 231 van het Burgerlijk Wetboek tegen zijn echtgenote die een vruchtafdrijving heeft laten plegen, een echtscheidingsprocedure kunnen instellen wegens grove belediging, een vordering *ex delicto*, gesteund op het niet-strafbare, maar bestaande misdrijf van vruchtafdrijving. Zo een procedure zal weinig moeilijkheden opleveren, maar waar is in dat geval de bescherming van de vrouw?

Een andere mogelijkheid, nog erger: de man kan ook een vordering tot schadevergoeding wegens onrechtmatige daad instellen tegen de geneesheer die de ingreep uitvoerde of tegen de instelling waar de ingreep plaatsvond. Strafrechtelijk blijven de vrouw, als dader en de geneesheer en de instelling krachtens deze wet buiten schot, maar burgerrechtelijk blijven de gevolgen van het misdrijf bestaan en kan een vordering worden ingesteld. De geneesheer en de instelling staan dus nog moeilijkheden te wachten.

Een ander mogelijk gevolg. Ik weet niet of Agalev gemakkelijk van standpunt verandert, maar, als de partij standvastig is, zou ze ingevolge dit voorstel nog in een beroerde situatie kunnen terechtkomen. Agalev wenst dat artikel 17 van het Gerechtelijk Wetboek wordt gewijzigd. Volgens dat artikel kan een rechtsvordering niet worden toegelaten als de eiser geen hoedanigheid en geen belang heeft om die vordering in te dienen. Zo kan een VZW met als maatschappelijk doel de bescherming van de natuur, momenteel geen vordering instellen. Ik meen te weten dat Agalev dit vorderingsrecht voor dit soort VZW's wil verkrijgen.

Als het Agalev gelukt artikel 17 te doen wijzigen dan zie ik nieuwe VZW's uit de grond rijzen met als maatschappelijk doel de bescherming van het ongeboren leven. Men kan dan een vordering instellen tegen de vrouw, tegen de dokter of tegen de instelling.

De heer Pataer. — *Pro Vita* bestaat al.

De heer Van Rompaey. — Inderdaad, mijnheer Pataer, maar men wacht nog steeds op de wijziging van artikel 17.

Een derde gevolg van de eerste hypothese, namelijk dat het begrip «noodsituatie» zou verdwijnen, is een toenemend gevaar voor euthanasie. Als ik mevrouw Herman goed heb begrepen, weigert zij te erkennen dat dit voorstel een eerste stap is in de richting van euthanasie.

Indien men het advies van de Raad van State volgt en de noodsituatie uit de tekst van het voorstel schrapt, zodat het in feite neerkomt op abortus op aanvraag, zal men haar morgen echter niet vragen of ze dat risico erkent, maar zullen anderen dit wetsvoorstel gebruiken als startblok voor de tweede ronde, die regelrecht leidt naar euthanasie. Ik ga daar nu niet verder op in. Ik beveel u enkel de lectuur aan van het werk van Simon Wiesenthal *Justice n'est pas vengeance*, dat ter zake zeer verhelderend is.

Mijn tweede hypothese is dat men het advies niet volgt en dus vasthoudt aan het begrip «noodsituatie». De Raad van State is van oordeel dat de noodsituatie een zuiver subjectief begrip is dat niet objectief kan worden gecontroleerd. Verwijzen naar iets dat niet kan of niet mag worden gedefinieerd, is verwijzen naar niets. Het niets kan *a fortiori* geen rechtsinhoud hebben. De Raad van State is derhalve terecht van oordeel dat de noodsituatie niet overeenstemt met de in ons strafrecht erkende subjectieve en objectieve rechtvaardigingsgronden. Het moet bijgevolg uit de tekst worden verwijderd.

De Raad van State heeft op het ogenblik overschot van gelijk. Hij oordeelt dat de wetgever niet mag verwijzen naar iets wat het juridisch oog niet mag zien en het juridisch verstand niet mag onderzoeken. Het is de taak van de Raad van State bij het tot stand komen van een wet, de wetgever te wijzen op onvolkomenheden in de tekst.

Indien de wetgever de gouden raad niet volgt, zal het begrip «noodsituatie» voorkomen in de wettekst die de rechter moet toepassen. De rechter moet zich houden aan de tekst van de wet omdat het legaliteitsbeginsel in het strafrecht een dominerende kracht heeft. De rechter kan wel nagaan wat de wil is van de wetgever. Die wil is in dit geval echter onvindbaar omdat de wetgever als het ware verstoppertje speelt met allerlei uitspraken en slogans.

Maar de rechter lost zijn noodsituatie op; hij heeft het al eens gedaan, en hij heeft het ook goed gedaan. Ik denk aan artikel 416 van het Strafwetboek betreffende de gerechtvaardigde doodslag. Dit artikel luidt: «Er is noch misdaad, noch wanbedrijf, wanneer de doodslag, de verwondingen en de slagen geboden zijn door de ogenblikkelijke noodzaak van de wettige verdediging van zich zelf of van een ander.»

Toen artikel 416 werd aangenomen, verstond men onder wettige verdediging niet meer dan wat in het artikel staat. Wettige zelfverdediging is geworden: een door de rechtspraak in detail uitgewerkte objectieve rechtvaardigingsgrond waarvan de voorwaarden zeer nauwkeurig zijn bepaald.

Zoals het begrip zelfverdediging toen nieuw was, is het alleszins te verwachten dat het nieuwe begrip «noodsituatie» hetzelfde lot zal ondergaan, ondanks de stille wens van sommigen dat de rechter het constitutief element van die rechtvaardigingsgrond zou ter zijde schuiven. De rechter kan aan een belangenafweging niet voorbijgaan. Tegen de achtergrond van het te beschermen leven, zal hij de elementen van de noodsituatie projecteren. De uitslag van deze afweging laat zich makkelijk raden: een aantal psychische, financiële, karakteriële of maatschappelijke elementen zullen te licht worden bevonden. Het juridisch vernuft van onze magistraten kennende, zal het een juweeltje worden van objectieve rechtvaardigingsgrond.

Immers, het gaat om een persoon die zich in een noodsituatie bevindt of meent te bevinden zodat een rechtvaardigingsgrond betrekking heeft op die persoon. Men zal precies afwegen die persoonlijke situatie tegenover het belang dat op het spel staat. Maar, eens we zover zijn, aangezien men aan de noodsituatie vasthoudt en aangezien op een bepaald ogenblik, indien die wet wordt aangenomen, het begrip noodsituatie door de rechter moet worden geïnterpreteerd, zal de rechter doen wat hij moet doen, namelijk er een verrukkelijke definitie van geven en zijn vonnis er naar vellen. Wat zijn dan de gevolgen? Het is dan geen objectieve rechtvaardigingsgrond, want het heeft betrekking op de persoon, het is een subjectieve rechtvaardigingsgrond. Deze subjectieve rechtvaardigingsgrond houdt in dat de dader niet kan worden gestraft omdat het misdrijf hem niet kan worden toegerekend. Het feit zelf blijft onwettig, maar de mededader of de medeplichtige kan wel worden gestraft. Dezelfde horzel die ik daarnet in mijn eerste hypothese heb losgelaten, laat ik opnieuw los.

Ten eerste, in het geval dat de vrouw ontoerekenbaar wordt geacht, zal de rechter de subjectieve rechtvaardigingsgrond kunnen invoeren en dan zal de vrouw ontsnappen aan een vordering van de man in echtscheiding, maar vaak zal men mislukken omdat de rechter die argumenten en die beschouwingen die men vandaag aanhaalt niet in aanmerking zal nemen.

Ten tweede, de mededaders, aangezien zij de ontoerekenbaarheid niet kunnen invoeren want die is niet toepasselijk op hen, wel op de vrouw, dus de geneesheren en de instellingen, worden geconfronteerd met moeilijkheden. De onwettige daad blijft bestaan, de burgerlijke gevolgen blijven bestaan, de geneesheer en de instelling kunnen strafrechtelijk niet worden gestraft, want er is de subjectieve rechtvaardigingsgrond, maar burgerrechtelijk zullen zij ter verantwoording worden geroepen.

Ik vrees dat de geneesheren die vandaag denken dat ze beschermd zullen worden, ontgoocheld zullen zijn. In Friesland zegt men: «Op het end van de fuk vangt men de fisk», dit wil zeggen op het einde van de fuik vangt men de vis. Welke oplossing men ook kiest, met of zonder noodsituatie, wie nu denkt door de wet beschermd te zullen worden, zal bedrogen uitkomen en op het einde van de fuik waarschijnlijk gevangen worden.

In de Romeinse mythologie bestaat Lucina, beschermgodin van de geboorte. Wij zullen op haar altaar geen zoenoffer brengen opdat dit wetsvoorstel geboren zou worden. Dank zij het advies van de Raad van State is onze overtuiging nog gesterkt. Wij zijn op de goede weg en zullen die blijven bewandelen. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Ik stel voor onze werkzaamheden te onderbreken.

Je propose d'interrompre ici nos travaux. (*Assentiment.*)

De Senaat vergadert opnieuw morgen, zaterdag 4 november 1989, te 10 uur.

Le Sénat se réunira demain, samedi 4 novembre 1989, à 10 heures.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(*De vergadering wordt gesloten te 22 h 5 m.*)

(*La séance est levée à 22 h 5 m.*)